

NEWSLETTER 3-2012

aux membres du comité de la FSV ainsi qu'à tous les membres des sections / *an die Vorstandsmitglieder und an alle Sektionsmitglieder*

Table des matières / <i>Inhaltsverzeichnis</i>		Page
1.	Huit mesures face à la lourdeur du marché des vins suisses	1
2.	Politique agricole 2014-2017	3
1.	<i>Acht Massnahmen angesichts der Schwierigkeiten auf dem Schweizer Weinmarkt</i>	4
2.	<i>Agrarpolitik 2014-2017</i>	6

1. Huit mesures face à la lourdeur du marché des vins suisses

Le marché des vins suisses est actuellement dans une phase difficile. En particulier les marchés du chasselas et du gamay sont lourds. Une spirale à la baisse s'est mise en place, avec notamment comme corollaire un prix plancher du chasselas vrac. Cette situation conduit de nombreux vignerons et encaveurs à des difficultés financières et péjore toute la profession par une pression exagérée sur les prix.

Pour faire un bilan objectif de la situation, il est nécessaire de rappeler quelques chiffres de l'année viticole 2011 :

- production de 112 millions de litres, soit plus de 9 millions de litres par rapport à 2010, dont 4 millions de blanc et 5 millions de rouge
- diminution statistique de 6 millions de litres de consommation, dont 4.8 millions pour les vins suisses
- en conséquence, une augmentation des stocks de vins suisses de 10.6 millions de litres
- en 2011, l'importation dans le cadre du contingent tarifaire a diminué de 4.2 millions de litres, diminution dans les rouges (5.2) mais augmentation de 1 million de litres pour les blancs
- 4008 ha sont plantés en chasselas et 1488 ha en gamay
- après le millésime 2009 sans AOC, la zone franche genevoise (maximum 140 ha) a retrouvé son statut AOC dès la vendange 2010. Production de 1.2 million de litres supplémentaires en 2011.

La perte de parts de marché, notamment du chasselas romand auprès de la grande distribution, est à mettre sur le compte :

- du renforcement dangereux du franc par rapport à l'Euro et du Dollar avec pour corollaire une forte progression des achats transfrontaliers privés (ne figurant pas dans la statistique officielle d'importation), une concurrence extrême sur le marché indigène liée aux offres agressives à l'import et à un ralentissement du tourisme en Suisse ;
- de faibles volumes de chasselas romands à disposition en 2009 et 2010 résultant des récoltes moyennes à faibles de chasselas, mais aussi consécutifs au déclassement momentané de la zone genevoise en vins sans appellation ni indication géographique ;
- le renforcement de la lutte institutionnelle contre la consommation d'alcool, d'une manière générale et en lien à la mobilité privée en particulier.
- A noter qu'à fin mai 2012, l'importation à l'intérieur du contingent tarifaire diminue d'environ 2.5 millions de litres en regard de l'année 2011, ce qui permet de garder espoir dans une amélioration de la situation. A ces fins, il est nécessaire de prendre une série de mesures à différents niveaux. Se limiter exclusivement à la question des contingents tarifaires est une erreur, vu l'évolution de l'importation lors des 17 derniers mois et vu les limites politiques connues dans le cadre de l'OMC. De plus, en analysant la situation et les chiffres, ce n'est pas l'importation commerciale qui augmente, mais bien l'importation privée des consommateurs.

Dans cette situation, le comité de la FSV a examiné à plusieurs reprises les mesures possibles, ayant un effet positif à court, moyen et long terme. Elle maintient comme priorité stratégique la volonté de positionner les vins suisses dans des segments de bonne valeur ajoutée, en misant sur la qualité des produits.

Partant du principe qu'il n'y a pas de mesure simple et unique pour améliorer la situation en 2012 et dans les années à venir, le comité, après consultation des sections, a approuvé unanimement la réalisation des huit mesures suivantes, pour une majeure partie déjà initiées par la Présidence en session parlementaire de mai. Pour chacune d'entre elles, l'appui de l'IVVS va être recherché.

1. Renforcer l'image des vins suisses, en maintenant une promotion nationale misant sur l'excellence et le Swissness.
 - Décision du Conseil fédéral de mai 2012, application en cours par SWP sur mandat de l'IVVS
2. Dynamiser encore la promotion régionale, en obtenant le cofinancement de sa promotion à hauteur de 50 % par la Confédération, ceci dès 2013.
 - Motion Favre 12.3314 "Mieux promouvoir les AOC de nos vins suisses", déposée le 16 mars 2012 (en traitement parlementaire)
lien : http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20123314
 - Motion Barthassat 12.3597 "Un soutien accru à la promotion régionale des AOC viticoles", déposée le 15 juin 2012
lien : http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20123597
 - Proposition Germanier en Commission de l'économie et des redevances du Conseil national – CER-N (en cours)
3. Demander à la grande distribution de jouer pleinement son rôle socio-économique à l'égard de la production suisse, ceci en adéquation avec les valeurs sociales, la proximité et les paysages du terroir suisse souvent utilisés dans ses publicités.

- Courriers par IVVS – SWP aux grands distributeurs, en cours de finalisation
4. Reprendre activement les discussions avec le négoce afin d'obtenir une stabilisation du marché, en mettant en place des instruments de marché utiles, tels qu'un Observatoire et de potentiels PLC à usage régional.
 - Intéresser les régions à la Mercuriale vaudoise (en cours) et annonce du projet (dès que mûr) à l'OFAG pour cofinancement
 - Proposition USP en CER-N : suppression art. 9 al. 3 Lagr (en cours)
 5. Dans le cadre des travaux parlementaires de PA2014/17, en coordination avec l'USP et les autres branches de l'agriculture, demander l'évaluation de l'attribution des contingents tarifaires des produits agricoles en général selon la prestation réalisée sur le marché indigène.
 - La Motion Freysinger 12.3482 "Contingents d'importation de vins", déposée le 12 juin 2012, demande l'introduction de ce nouveau système d'attribution des contingents (en cours de traitement, soutien FSV)
lien : http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20123482
 6. Afin de mieux prendre en compte la réalité des coûts de production des vignobles suisses, dans le cadre de PA 2014/17 faire augmenter les paiements directs aux vignobles en pente et obtenir des aides à l'investissement pour les cultures spéciales.
 - Propositions Germanier en CER-N (en traitement)
 7. Demander aux interprofessions régionales de limiter les quotas de production dans les AOC montrant des stocks pléthoriques.
 - Majoritairement réalisé
 8. Campagne de valorisation non-alcoolique des vendanges 2012 et 2013 à l'instar de 2002 et 2003
 - Motion Hiltpold 12.3588 "Campagne de valorisation non-alcoolique des vendanges 2012 et 2013, déposée le 15 juin 2012 (en cours de traitement)
lien : http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20123588.

La mise en œuvre de ces mesures fait l'objet d'un suivi permanent par le comité FSV. Les partenaires interprofessionnels seront associés aux travaux, tout comme SWP et le groupe parlementaire vitivinicole.

2. Politique agricole 2014-2017

Le 22 février 2012, le secrétariat de la FSV a adressé à l'Union suisse des paysans (USP) la liste des revendications de la branche concernant la politique agricole 2014-2017. Ces revendications ont également été transmises aux parlementaires issus du milieu et membres de la Commission de l'économie et des redevances. En résumé, la FSV demande

- de renforcer les budgets de promotion des ventes, notamment en augmentant l'effet multiplicateur des fonds propres engagés par les filières (soutien des projets régionaux sur la base de 50-50, soit CHF 1.00 de fonds propres pour CHF 1.00 confédéral)
- que les surfaces situées dans une zone à bâtir légalisée selon la loi sur l'aménagement du territoire puissent toucher des paiements directs

- que les contributions pour vignes en pente soient remaniées, afin de mieux prendre en compte les difficultés et les coûts de production pour la culture des vignes en pente
- d'obtenir l'assurance que la vitiviniculture reçoive les contributions à la sécurité de l'approvisionnement
- l'accès aux investissements pour l'adaptation au marché des cultures spéciales, ainsi que pour le renouvellement des cultures pérennes
- de redonner la possibilité du bio-sectoriel pour les grands cultures et le bio-parcellaire pour les cultures pérennes
- au Conseil fédéral de mettre en place un service de répression des fraudes.

* * * * *

1. Acht Massnahmen angesichts der Schwierigkeiten auf dem Schweizer Weinmarkt

Der Schweizer Weinmarkt befindet sich gegenwärtig in einer schwierigen Lage. Speziell harzig ist der Markt für den Chasselas und den Gamay, wo sich eine Abwärtsspirale eingestellt hat, die für den offenen Chasselas zu einem Mindestpreis geführt hat. Diese Situation bringt zahlreiche Winzer und Einkellerer in finanzielle Schwierigkeiten und gefährdet durch den übersteigerten Preisdruck die gesamte Branche.

Um die Situation objektiv darzustellen, soll hier an ein paar Zahlen aus dem Weinjahr 2011 erinnert werden:

- *Produktion von 112 Mio. Litern, das sind 9 Mio. Liter mehr als 2010, 4 Mio. Liter Weisswein und 5 Mio. Liter Rotwein;*
- *Abnahme des Weinkonsums um 6 Mio. Liter, davon 4.8 Mio. Schweizer Wein ;*
- *als Folge davon wachsen die Vorräte an Schweizer Wein um 10.6 Mio. Liter ;*
- *im Jahr 2011 sinkt der Import im Rahmen des Zollkontingents um 4.2 Mio. Liter, wobei der Import bei den Rotweinen sinkt (5.2 Mio. Liter) und bei den Weissweinen steigt (1 Mio. Liter) ;*
- *4008 ha Chasselas und 1488 ha Gamay werden gesetzt ;*
- *Nach dem Jahrgang 2009 ohne AOC, darf das Genfer Grenzgebiet seit der Ernte 2010 die Bezeichnung „AOC Genève“ verwenden. Zusätzliche Produktion im Jahr 2011 von 1.2 Mio. Litern .*

Der Verlust von Marktanteilen, besonders des Westschweizer Chasselas, bei den Grossverteilern hat verschiedene Gründe:

- *Die gefährliche Stärkung des Frankens gegenüber Euro und Dollar führt zur starken Zunahme von privaten grenzüberschreitenden Einkäufen, welche auch nicht in den offiziellen Importstatistiken erscheinen. Der extreme Wettbewerb auf dem einheimischen Markt verursacht durch aggressive Importangebote und das Abflauen des Tourismus in der Schweiz.*

- Die geringen lieferbaren Mengen an Westschweizer Chasselas in den Jahren 2009 und 2010 aufgrund von mittleren bis schwachen Erntemengen beim Chasselas und aufgrund der damaligen Deklassierung der Weine aus dem Genfer Grenzgebiet in Weine ohne Herkunftsbezeichnung.
- Die verstärkten Bemühungen des Bundes im Kampf gegen den Alkoholkonsum im Allgemeinen und im Zusammenhang mit dem Privatverkehr.
- Von Interesse ist, dass per Ende Mai 2012 die Importe innerhalb des Zollkontingentes im Vergleich zum Jahr 2011 um ca. 2.5 Mio. Liter tiefer liegen, was auf eine Verbesserung der Situation hoffen lässt. Dazu müssen jedoch auf verschiedenen Ebenen eine Reihe von Massnahmen getroffen werden. Angesichts der Entwicklung der Importe innerhalb der letzten 17 Monate und angesichts der beschränkten politischen Möglichkeiten innerhalb der WTO wäre es jedoch falsch, sich einzig auf die Frage der Zollkontingente zu beschränken. Eine Analyse der Situation und der Importzahlen zeigt auch, dass nicht der gewerbsmässige, sondern der private Import durch die Konsumenten am Zunehmen ist.

Angesichts dieser Ausgangslage hat der Vorstand des SWBV wiederholt verschiedene Massnahmen mit kurz-, mittel- und langfristigen Auswirkungen geprüft. Als wichtigste Priorität hält er dabei an der Strategie fest, die Schweizer Weine in einem guten Preissegment zu positionieren und dabei auf ihre hohe Qualität zu setzen.

Davon ausgehend, dass es nicht ein einziges Patentrezept gibt, um die Situation 2012 und in den kommenden Jahren zu verbessern, hat der Vorstand nach Rücksprache mit den Sektionen einstimmig die Umsetzung von folgenden acht Massnahmen beschlossen. Die Mehrheit davon wurde vom Präsidenten anlässlich der Maisession bereits initiiert. Für jede der Massnahmen wird die Unterstützung des BSRW/IVVS gesucht.

1. Das Image des Schweizer Weins stärken, durch die Weiterführung der nationalen Werbekampagne mit Schwerpunkt auf hoher Qualität und Swissness.
 - Beschluss des Bundesrates vom Mai 2012, gegenwärtige Umsetzung durch SWP im Auftrag des BSRW/IVVS
2. Der regionalen Werbung Auftrieb verschaffen, indem ab 2013 die Kofinanzierung von 50% durch den Bund erreicht wird.
 - Motion Favre 12.3314 "Verstärkte Förderung von Schweizer Wein mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung", eingereicht am 16. März 2012 (zur Behandlung im Parlament)
Link : http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20123314
 - Motion Barthassat 12.3597 "Mehr Unterstützung für die regionale Förderung der AOC-Weine", eingereicht am 15. Juni 2012
Link : http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20123597
 - Vorschlag Germanier innerhalb der Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrates – WAK-N (in Bearbeitung)
3. Aufforderung an die Grossverteiler, ihre soziale und wirtschaftliche Rolle gegenüber der Schweizer Produktion zu erfüllen und für die in der Werbung oft zitierten sozialen Werten, die Regionalität und die Schweizer Landschaften auch Verantwortung zu übernehmen.
 - Schreiben an die Grossverteiler durch BSRW/IVVS – SWP, in Fertigstellung
4. Aktive Wiederaufnahme von Gesprächen mit dem Handel, um eine Stabilisierung des Marktes zu erreichen. Die Einführung von hilfreichen Marktinstrumenten wie die Marktbeobachtung und mögliche PLC zur regionalen Verwendung.

- *Interesse der Regionen am « Mercuriale vaudoise » wecken (in Bearbeitung) und Projekt dem BLW zur Kofinanzierung vorstellten (wenn ausgereift)*
 - *Vorschlag SBV innerhalb der WAK-N : streichen Art. 9 Abs. 3 LwG (in Bearbeitung)*
5. *Im Rahmen der parlamentarischen Arbeiten an der AP2014/17 und in Zusammenarbeit mit dem SBV und den anderen landwirtschaftlichen Branchenverbänden wird ein Antrag zur Überprüfung der Zuteilung der Zollkontingente für landwirtschaftliche Produkte nach Massgabe der Inlandleistung gestellt.*
- *Motion Freysinger 12.3482 "Importkontingente für Wein", eingereicht am 12. Juni 2012, verlangt die Einführung dieses neuen Systems zur Zuteilung der Zollkontingente (in Bearbeitung, Unterstützung durch SWBV)*
 Link : http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20123482
6. *Um die tatsächlichen Produktionskosten in den Schweizer Rebbergen besser zu berücksichtigen sollen im Rahmen der AP 2014/17 die Direktzahlungen für Steillagen erhöht und Investitionshilfe für Spezialkulturen erleichtert werden.*
- *Vorschläge Germanier innerhalb der WAK-N (in Bearbeitung)*
7. *Antrag an die regionalen Branchenverbände, in AOC Regionen mit überfüllten Lagern die Ertragslimiten zu senken.*
- *Zum grössten Teil erfüllt*
8. *Kampagne für die Verwertung der Traubenernten 2012 und 2013 für alkoholfreie Produkte wie in den Jahren 2002 und 2003.*
- *Motion Hiltbold 12.3588 "Kampagne für die Verwertung der Traubenernten 2012 und 2013 für alkoholfreie Produkte", eingereicht am 15. Juni 2012 (in Bearbeitung)*
 Link : http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20123588.

Die Umsetzung dieser Massnahmen wird vom Vorstand des SWBV aufmerksam beobachtet. Die Branchenpartner, wie auch die SWP und die Parlamentarische Gruppe Weinbau werden in die Arbeiten eingebunden.

2. Agrarpolitik 2014-2017

Am 22. Februar 2012 hat das Sekretariat des SWBV dem Schweizerischen Bauernverband (SBV) eine Liste mit den Forderungen der Branche betreffend die Agrarpolitik 2014-2017 übergeben. Diese Forderungen wurden auch den Mitgliedern der Kommission für Wirtschaft und Abgaben mit entsprechendem Hintergrund übergeben. Zusammengefasst verlangt der SWBV folgendes:

- *Die Budgets für die Absatzförderung sollen gestärkt werden, insbesondere über eine Erhöhung des Faktors, mit dem die von den Branchenzweigen zur Verfügung gestellten Eigenmittel multipliziert werden (Unterstützung von regionalen Projekten auf der Basis 50-50, also CHF 1.00 Eigenmittel für CHF 1.00 Beitrag des Bundes).*
- *für Rebflächen, die in einer gemäss Raumplanungsgesetz festgelegten Bauzone liegen, können Direktzahlungen bezogen werden.*
- *Die Beiträge für steile Reblagen sollen überarbeitet werden, damit die Probleme und Produktionskosten im Zusammenhang mit Steillagen besser berücksichtigt werden.*
- *Die Gewissheit, dass der Reb- und Weinbau existenzsichernde Beiträge erhält.*

- *Zurverfügungstellung von Investitionshilfe für die Anpassung von Spezialkulturen an die Markterfordernisse und für die Erneuerung von mehrjährigen Kulturen.*
- *Wiedereinführung der Möglichkeit des sektoriellen Bioanbaus im Ackerbau und von Bioanbau auf Parzellenstufe für mehrjährige Kulturen*
- *Einsetzung einer Behörde zur Bekämpfung von Betrug durch den Bundesrat.*

* * * * *